

## Quel bilan pour la politique africaine d'Emmanuel Macron ?

Compte-rendu rédigé par François Citton

Le 8 octobre 2021 se déroulait à Montpellier le sommet Afrique-France, dont l'objectif était de renouveler les relations entre la France et l'Afrique et de promouvoir une nouvelle vision du continent. Ce sommet s'inscrit plus largement dans le cadre de la politique africaine d'Emmanuel Macron, dont les premiers traits ont été esquissés par le discours prononcé à Ouagadougou par le président français en novembre 2017, traits qui ont été réaffirmés dans un [entretien](#) accordé par M. Macron au *Grand Continent*. Quelles ont été, alors que se profile la fin du premier mandat de M. Macron, les réalisations concrètes de cette nouvelle politique africaine ? Qu'en est-il du nouvel axe africain-européen qu'il appelait de ses vœux ? C'est pour faire le point sur ces questions que s'est déroulée ce mardi du Grand Continent, réunissant un panel très riche d'invités :

- **Antoine Glaser**, fondateur et rédacteur en chef durant 26 ans de La Lettre du Continent, récemment auteur de *Le Piège africain de Macron* (Fayard, 2021) ;
- **Wilfrid Lauriano do Rego**, coordonnateur du Conseil présidentiel pour l'Afrique depuis juillet 2019 ;
- **Lova Rinel**, chercheuse sur les questions de dissuasion nucléaire, marraine du Sommet Afrique-France, présidente de l'association Couleur République ;
- **Olivier Vallée**, Économiste et consultant international, rédacteur sur *Le Grand continent* ;
- **Catherine Coquery-Vidrovitch**, professeure émérite d'histoire à l'Université Paris-Diderot, qui a récemment publié « Le choix de l'Afrique – Les combats d'une pionnière de l'histoire africaine » (*La Découverte*, 2021).

**Gilles Gressani**, directeur éditorial du *Grand Continent*, modérateur de ce mardi, lance la table-ronde en demandant à **Wilfrid Lauriano do Rego** quels ont été les principaux points programmatiques qui se sont dégagés du discours de Ouagadougou, discours ayant servi de fondement à la politique étrangère de la France pendant ces quatre années. Selon lui, le cœur du projet d'Emmanuel Macron était de mettre la société civile des différents États africains au centre des nouvelles relations entre la France et l'Afrique. Il souligne ainsi que la relation de la France avec les États africains est largement institutionnelle, ce qui conduit la société civile et l'opinion publique africaine à se sentir marginalisée et peu concernée par la France. Cela se traduit par un fort « *french bashing* », un sentiment de rejet à l'égard de la France et de sa politique en Afrique, y compris dans des pays pacifiques, comme le Sénégal. Le deuxième objectif de M. Macron était de transformer le narratif de la France et d'aborder en face à face les sujets qui fâchent de manière à en parler une fois pour toutes, sans tabou. Autrement dit, Emmanuel Macron a souhaité changer de méthode de travail en conduisant une politique de reconnaissance et en assumant, si nécessaire, la responsabilité de la France. Il s'est fondé notamment sur des experts, en confiant par exemple à des chercheurs la mission de déterminer la responsabilité de la France. Il s'agit ainsi de penser sans tabou les sujets historiques de manière à poser les bases d'un partenariat nouveau entre la France et l'Afrique. Une autre spécificité de l'approche d'Emmanuel Macron consiste à mettre

l'accent sur un discours entrepreneurial, sur l'innovation : en effet, la population africaine est jeune et peu employée en raison de l'absence de dynamiques entrepreneuriales. La politique africaine de M. Macron est donc avant tout caractérisée par un changement d'approche, de méthode, par la reconnaissance d'un nouveau paradigme, et son action se concentre sur trois points, que sont l'éducation, l'économie et le travail mémoriel.

Peut-on avoir une approche critique de ce bilan ? D'après **Antoine Glaser**, la réponse est oui. En effet, celui-ci, journaliste depuis trente-cinq ans, connaît bien la politique française en Afrique, et il a suivi avec attention la manière dont M. Macron, devant les étudiants burkinabè en 2017 ou à Montpellier en 2021, a sorti ce qu'il appelle son « ardoise magique », grâce à laquelle il veut faire oublier le passé colonial de la France en jouant sur la carte de la jeunesse. M. Macron propose en effet une politique de rupture avec le système français qui a suivi l'indépendance des pays africains – la « Françafrique » – et qui était caractérisé par une forte présence française : contrôle de plus de cinquante pour cent des marchés des anciennes colonies, présence militaire, politique et financière forte, maintien au pouvoir de dirigeants pour la plupart issus des rangs de l'armée française. Emmanuel Macron souhaite se placer en porte-à-faux avec cette période et avancer vers l'avenir. Cela s'est traduit de deux manières. D'une part, il a souhaité se tourner vers les pays anglophones, c'est-à-dire vers les anciens pays colonisés par l'Angleterre, et d'autre part, il a démarré une « européanisation » de la présence militaire française en Afrique en impliquant les pays membres de l'Union européenne à l'action militaire de la France en Afrique. Selon **Antoine Glaser**, cela s'est traduit par une grande désillusion : s'il y avait bien une volonté réelle de rupture et de développement du multilatéralisme, la Françafrique reste un héritage lourd, une période qu'il n'est pas possible d'exorciser si on la connaît mal et si on ne revient pas dessus. Il n'est pas possible de simplement « replier les rétroviseurs » et d'aller de l'avant, et depuis 2017, M. Macron a été rappelé à cette *realpolitik* par de nombreux événements : adoubement d'un nouveau président Tchadien, coups d'État à répétition, au Soudan, en Guinée contre le président Alpha Condé, représentant de ce passé colonial – il a fait ses études en France avant d'être élu président –... À vouloir tirer l'ardoise magique, elle revient en boomerang.

Dans quelle mesure peut-on précisément quantifier cette rupture avec la politique historique de la France en Afrique ? C'est à cette question que répond **Catherine Coquery-Vidrovitch**, historienne. Cette question est difficile, cependant, dans la mesure où la Françafrique représente un complexe système d'ensemble, qui remonte selon elle non pas à l'indépendance mais aux lendemains de la Seconde Guerre mondiale avec la mise en place par la France d'une aide aux pays sous-développés en 1947. Cette volonté de lier les colonies à leur métropole, que ce soit en France ou en Belgique, s'est traduite par exemple par la volonté des gouvernements français et belges de faire entrer leurs colonies dans la Communauté économique européenne. Elle signale que dès le départ, l'Afrique a été considérée comme une masse francophone appartenant à la France, qui n'a jamais été vraiment indépendante, et qui doit continuer à lui appartenir même après l'indépendance. L'histoire de la Françafrique, souligne-t-elle, est longue, complexe et épaisse, et il n'est pas si simple de s'en débarrasser si on ne la connaît pas, et il n'est pas certain que M. Macron la connaisse bien. L'ouvrage de quatre historiens français, paru en 2021, *L'Empire qui ne voulait pas mourir*, est extrêmement important selon elle, car il permet de démêler l'histoire de la

Françafrique et **Mme Coquery-Vidrovitch** déplore son manque de couverture médiatique. L'histoire de la Françafrique est connue : c'est un héritage lourd et encombrant, dont il n'est pas facile de se débarrasser. Plus encore, M. Macron étant président de la République française, il a à cœur de défendre les intérêts de la France, et il va tenter de le faire effectivement, de sorte qu'il est difficile de changer ce système. Elle insiste sur le fait que les Africains ont besoin de sortir de la Françafrique, mais qu'il n'appartient peut-être pas au président Macron de décider ce que doivent faire les Africains. De même, il n'appartient peut-être pas aux intellectuels français de dire aux intellectuels africains ce qu'ils doivent faire.

La parole passe ensuite à **Lova Rinel** : quels sont, selon elle, les éléments les plus importants en termes de symbole, de portée et de réalisation, qui se sont dégagés du sommet France-Afrique de Montpellier ? Que penser de la critique formulée par **M. Glasel** et **Mme Coquery-Vidrovitch** de la politique africaine d'Emmanuel Macron ? Selon elle, cette question est intéressante, car elle montre bien qu'on ne sort pas des sujets liés à l'Afrique. Ce renvoi de l'Afrique à la Françafrique la concerne particulièrement, car elle est membre de la diaspora africaine, a grandi en banlieue et a fait partie des « onze pépites » incarnant le renouveau de l'Afrique, qui ont pu débattre avec Emmanuel Macron lors du sommet de Montpellier. Pour elle, il convient avant tout de se demander non pas ce que voudraient les Africains, mais quel peut être le rôle des sociétés civiles et des diasporas dans les relations entre la France et l'Afrique, de manière à ce que les sociétés civiles de ces deux mondes puissent avancer sur les questions relatives à l'Afrique. Quels sont les objectifs de cette nouvelle relation ? Quelles étapes marquantes faut-il mettre en place pour y arriver ? Comment gérer les problèmes de gouvernance africaine, comment se débarrasser des jeunes et des anciens dictateurs ? Le problème est que la colonne vertébrale des systèmes électoraux africains ne tient pas : l'opposition est contestée ou alors en exil, la classe bourgeoise africaine profite de ce système, chaque pays a ses problèmes spécifiques... Il est ainsi impossible de parler de l'Afrique comme d'un tout homogène, comme d'un bloc compact. Peut-être faut-il commencer par tout déblayer et par s'interroger. Peut-être M. Macron est-il moins arrogant et ignorant qu'il ne cherche de l'aide. L'enjeu principal est d'utiliser les diasporas de sorte à ce qu'elles jouent un rôle d'accélérateur des relations. Le rouleau compresseur du temps va jouer, mais cela prend du temps, et personne ne peut prétendre que tous les problèmes ont été réglés par le sommet de Montpellier.

Selon **Olivier Vallée**, il convient également de réaliser que la position française, qui assimile les gouvernements autoritaires qu'il faut éviter aux gouvernements démocratiquement élus, est assez stupéfiante et fait fi de toute la souveraineté des États. Il souligne également que les sociétés civiles ne sont pas nécessairement une alternative légitime aux dictateurs, car elles sont constituées d'églises particulières autoproclamées servant le plus souvent de caution aux politiques d'ajustement en jouant le rôle de pseudo tierces parties. Le rapport d'Achille Mbembé, remis au président français par le philosophe sud-africain avant le sommet de Montpellier, traduit toute la difficulté qu'il y a à changer la politique africaine de la France, car celle-ci repose sur des pôles s'équilibrant pour produire une série d'éléments de narration de plus en plus opaque. La première grande faiblesse de ce rapport est de considérer que l'Afrique est embryonnaire, et qu'elle aurait des « malformations dans la dictature » avant d'arriver à une naissance dans un cadre qui sera celui qui devra nous

ressembler. Dès 2017, M. Macron dit qu'on attend de lui une véritable révolution dans cette période de faillite des modèles de transformation politiques, économiques et sociales. Un journaliste ivoirien lui demande alors pourquoi ne fait-on pas un plan Marshall pour l'Afrique ; le président français de répondre que l'Afrique a besoin de civilisation... Il ne suffit pas de dire qu'il faut passer à l'étape suivante, il s'agit de trouver les mots pour le faire et cela passe par la création nécessaire d'un lexique endogène par la société africaine, pas forcément par la société civile, mais aussi par les élites.

**Wilfrid Lauriano do Rego** réagit à ces propos en déclarant qu'on ne peut pas opposer l'histoire à l'avenir, mais qu'au contraire il faut la connaître sans tabou pour pouvoir avancer. Selon lui, il n'a jamais été question, dans la politique française en Afrique, de court-circuiter les dirigeants africains au profit de la société civile, mais de les inclure. Il prend l'exemple du sommet sur le financement des économies africaines ayant lieu en mai dernier : il s'agissait d'associer la société civile et les États, car gouverner, c'est écouter. Dans cette perspective, les diasporas ont un rôle fondamental à jouer, car elles sont des passerelles naturelles et leur regard sur le continent est important à prendre en compte. Achille Mbembé, par exemple, n'a pas travaillé seul : il s'est entouré d'intellectuels et a effectué des auditions dans douze pays africains, a rencontré les sociétés civiles pendant quatre ans de manière à les inclure et à essayer quelque chose de nouveau de manière honnête et scientifique avec son rapport. Ce changement de méthode, cette utilisation des experts pour orienter la politique française, est important et doit être reconnu. Mais quelles sont les limites à cet argumentaire ? Pour **Antoine Glaser**, M. Macron est, sur tous les plans, en décalage avec la réalité. Ainsi, il vante la présence de soldats estoniens au Sahel, mais oublie que c'est parce qu'il y a des soldats français en Estonie dans le cadre de l'OTAN ; plus généralement, il semble ne pas prendre en compte le fait que l'Union européenne est constituée d'États en concurrence les uns avec les autres. Les Britanniques, les Espagnols, les Italiens défendent leurs intérêts. La France, au contraire, a un double discours : elle déclare ne plus vouloir être en première ligne en Afrique mais y reste comme si elle allait gérer les problèmes africains – par exemple ceux au Sahel. De manière générale, la France s'occupe de la sécurité pendant que les Allemands font du business, et cela les arrange bien que la France prenne en charge les questions sécuritaires. Il souligne que c'est aux Africains de faire les choses. Et **Wilfrid Lauriano do Rego** d'approuver.

Pour **Catherine Coquery-Vidrovitch**, M. Macron a la grande habileté de s'adresser aux descendants des diasporas françaises, par exemple à travers le rapport de Benjamin Stora sur la guerre d'Algérie, qui la rend tolérable pour tout le monde. Cependant, la diaspora française n'a parfois pas la même réaction que les sociétés civiles africaines. Elle déplore l'ignorance française des intellectuels africains, l'absence de dialogue qui est peut-être un héritage de la colonisation, avec l'idée que ce qui est produit en Afrique ne vaut pas grand-chose, ce qui est faux. Le premier grand livre d'histoire sur l'Afrique, par exemple, est l'œuvre de Joseph Kiserbo, *Histoire de l'Afrique noire*, 1972. Mais personne ne l'a lu à l'époque.

Qu'en est-il, enfin, de la mémoire du génocide rwandais ? Pour **Olivier Vallée**, poser la question de cette mémoire, c'est commencer par reconnaître un fait longtemps refoulé, qui est la responsabilité de la France dans cette opération. Il reste problématique que les

responsabilités françaises ne soient pas clairement formulées et ne reprennent pas la hiérarchie du fonctionnement des décisions, notamment le rôle capital du secrétariat général à la présidence, ou la relation personnelle entre Mitterrand et le président rwandais de l'époque. Le modèle de fonctionnement du pouvoir français par rapport à l'Afrique n'a pas été remis en cause, et il y a une forme d'aporie au changement. Il ne s'agit pas de faire un procès de la France, mais de souligner le constat d'une dérive du fonctionnement du pouvoir présidentiel en France, dérive qui n'a jamais été prise en compte, alors qu'elle a une importance particulière. De même, la décision de Nicolas Sarkozy d'intervenir en Libye est une décision présidentielle et, dans un pays où le Parlement ne peut pas dire non, est problématique, car on a l'impression qu'il s'agit d'une guerre coloniale.

C'est **Lova Rinel** qui a la difficile tâche de conclure. Y a-t-il un problème dans la machine présidentielle française ? En réalité, cette question est celle de la condescendance française et du regard français et européen sur l'Afrique. Celui-ci s'est construit sur question raciste et racialisante, à partir d'un héritage inconscient. Elle pointe ainsi l'importance de réécrire ce narratif, alors que la mentalité française est souvent le problème, en refusant par exemple la nomination ambassadeurs issus de diasporas.

De même, le Festival du film africain (francophone) ne rencontre que peu d'écho en France : aucune production de ces films n'est visible dans nos cinémas. Le seul regard porté sur l'Afrique est un regard d'aide, de soutien humanitaire, voire sécuritaire. Le sommet de Montpellier portait justement sur les manières de faire changer ce regard. Si on ne brise pas ces mots et ces symboles, et c'est un travail de minutie, étape par étape – il faut dynamiter une gérontocratie, un héritage colonial – alors il sera difficile de changer. Elle croit à la société civile, parfois en décalage, mais qui est toujours un interlocuteur intéressant. Dans ce qu'elle a de plus inconscient, elle est le fruit d'une histoire, et le regard commence à partir de ces détails. Fondamentalement, si la France et ces pays d'Afrique n'arrivent pas à se mettre d'accord, on n'y arrivera pas. Il faut régler maintenant le problème. Une partie du problème est née en France, une autre en Afrique, et il faut le régler en France et en Afrique. La tâche qui reste à faire est de déterminer ce qui est né en France et ce qui est né en Afrique. Le ton affirmé de Lova Rinel est salué par des applaudissements dans la salle, qui rendent inaudible la voix de Gilles Gressani reprenant la parole pour remercier les invités et conclure la table-ronde.